

EDITO

Côte d'Ivoire : Terre de richesses naturelles et de dépendance alimentaire

Par Israël Guébo*

C'est un pays dans lequel tous les habitants devraient manger à leur faim, tant son territoire est un trésor pour remplir les assiettes. Du Nord au Sud, d'Est en Ouest, avec une pause au Centre, tout pourrait y pousser en abondance. Sauf que, encore aujourd'hui (en 2023), pour les 29 millions d'habitants répartis sur l'ensemble de son espace, le pays est incapable de combler les besoins en consommation de nombreux produits. Ailleurs, chez les voisins ou depuis d'autres pays du continent (ou d'ailleurs dans le monde), on se demande comment cette nation, dont « le succès (...) repose sur l'agriculture », continue encore à avoir faim au point d'avoir recours à d'énormes importations qui, si l'on n'y prend garde, finiront par étrangler son économie, appauvrir ses habitants et créer des tensions sociales.

Nous n'aurons pas le temps de faire une liste exhaustive. Mais, nous regarderons simplement quelques produits de très grande consommation pour vous donner un aperçu, une photographie de l'état des lieux et de ce que nous perdons.

Riz en Côte d'Ivoire : Objectif d'autosuffisance raté

Commençons par l'aliment le plus consommé : le riz. La Côte d'Ivoire, malgré



ses vastes étendues de terres fertiles, est devenue l'un des principaux importateurs mondiaux de riz, principalement en provenance de l'Inde. Cela soulève des questions sur la faible productivité locale et la dépendance continue vis-à-vis des marchés internationaux.

Avec 905 000 tonnes achetées en 2021 et 1,19 million de tonnes en 2022, Abidjan est le troisième importateur africain de riz en provenance d'Inde, derrière le Bénin et le Sénégal. Les besoins en consommation tournent autour de 2 millions de tonnes par an.

« Annoncée pour 2016, puis pour 2020, c'est finalement en 2025 que la Côte d'Ivoire vise atteindre l'autosuffisance en riz ». C'est du moins ce qu'avait annoncé Gaoussou Touré, alors tout nouveau ministre de la promotion de la riziculture, à sa prise de fonction en septembre 2019. Mais l'échéance risque, une fois encore, d'être difficile à tenir, souligne un article paru dans le journal *Le Monde*.

Récemment, la décision de l'Inde de restreindre ses exportations de riz a provoqué une explosion des cours sur les marchés internationaux. C'est tout l'approvisionnement de l'Afrique de l'Ouest qui est menacé. 10 millions de tonnes de l'offre mondiale retirée et des frayeurs dans nos pays, grands consommateurs de riz.

En Côte d'Ivoire, une rumeur de pénurie de riz a fait flamber les prix dans les magasins et autres boutiques, pris d'assaut par les consommateurs. « *Il n'y a pas de pénurie de riz en Côte d'Ivoire. Donc il ne sert à rien que les*

consommateurs puissent aller faire des ‘achats paniques’ au niveau des supermarchés et des magasins pour pouvoir conserver des produits à la maison. Ce n'est pas nécessaire. Les produits sont disponibles et pourront être à leur disposition à tout moment », promettait Souleymane Diarrassouba, alors ministre ivoirien du Commerce, de l'Industrie et de la promotion des PME (Depuis le 17 octobre 2023, il est ministre du Commerce et de l'Industrie, Ndlr). C'était le vendredi 8 septembre 2023, au cours d'une rencontre avec le Groupement des importateurs de riz dans le pays. « La Côte d'Ivoire a aujourd'hui un stock disponible de riz qui permet de couvrir en tout cas plusieurs mois en termes de consommation », tentait-il de rassurer.

Cette situation met en relief la grande fébrilité d'un secteur qui, au lieu de voir en cette décision de l'Inde une opportunité, va pleurnicher sans utiliser les énormes atouts et potentialités à sa disposition. « Nous étions autosuffisants en 1976, nous pouvons le redevenir. Mais, pour l'instant, c'est compliqué », concède Yacouba Dembélé, le directeur général de l'Agence pour le développement de la filière riz (Aderiz).

Pour vous donner une idée, ce sont quelques 800 000 riziculteurs qui sont confrontés à de nombreux défis dont le premier est celui d'une pénurie de financement. Les producteurs ne voient aucune motivation à investir dans les semences, les engrais ou les pesticides, au détriment des rendements. Cette culture est majoritairement vivrière et familiale. « Les parcelles sont petites, les récoltes très dépendantes de la pluviométrie et les pertes énormes », explique un expert du domaine.

L'oignon ivoirien, l'enjeu qui fait pleurer

Un autre exemple d'une autre culture abondamment présente sur le marché et étonnamment importée : l'oignon ! Selon les données de l'Association hollandaise d'oignons publiées vers la fin du mois d'août 2021, les achats d'oignons en provenance des Pays-Bas se sont élevés à 189 012 tonnes en 2021. « Ce volume des importations est en hausse de 26%, soit 37 641 tonnes par rapport au stock de la saison précédente ». La Côte d'Ivoire domine le Sénégal (175 898 tonnes) et se positionne comme la première destination africaine pour l'oignon néerlandais. Jusqu'en fin d'année 2018, la production nationale était d'environ 8 000

“ notre pays est riche d'un réseau hydrographique extrêmement dense et puissant, 4 fleuves du Nord au Sud soit 3 400 km de longueur, 150 000 hectares de lagunes, 350 000 hectares de lacs et de bas-fonds, 550 km de façade maritime. ”

tonnes. Pour la sous-région, l'oignon vient du Niger, du Burkina et du Mali. « Nous ne produisons que 5% de la quantité d'oignons présente sur le territoire. La Côte d'Ivoire importe 95% de sa consommation en oignon, soit un manque à gagner de 42 milliards de

francs CFA que l'État perd chaque année », avoue Komenan Koffi, directeur exécutif de l'Interprofession de l'Oignon de Côte d'Ivoire (IOCI). « On peut produire l'oignon ici jusqu'à en exporter, la terre est propice. Les pays voisins qui inondent nos marchés en oignons ne sont pas mieux fournis en conditions climatiques que nous. Au Burkina Faso, c'est l'État qui a appuyé la construction des espaces aménagés pour le maraîchage, c'est une volonté politique. Ici, les femmes qui produisent avec les moyens traditionnels font 6 000 tonnes. Si on les organise, on leur donne la petite motorisation, la mécanisation, elles pourront faire mieux. C'est un petit coup de pouce que l'IOCI attend de l'État. Nous avons proposé un 'programme oignon'. Nous sommes en plaidoyer, on attend », plaiderait-il lors d'une interview en 2019 sur

Alerte Info, appelant « les Ivoiriens à produire de l'oignon ». Sachant qu'on peut le produire sur toute l'étendue du territoire, des tests ont permis de réaliser des productions dans les villes de Oumé, Vavoua, Bouaflé, Kotobi, Bouna, Bondoukou. « (...) D'ici cinq ans, nous voulons réduire notre dépendance de 30%, c'est-à-dire produire 36 000 tonnes (...) ».

Importation de la viande et du poisson : une arête dans la gorge de la filière

Outre le riz et l'oignon, la viande et le poisson qui sont sur nos marchés proviennent en majorité d'ailleurs. La production nationale en viande ne couvre que 44,6% des besoins nationaux. « *La Côte d'Ivoire, est, à ce jour, tributaire des importations massives de denrées animales et d'origine animale, malgré l'important potentiel dont elle dispose en termes de ressources naturelles et de compétences humaines* », reconnaît le ministre ivoirien des Ressources animales et halieutiques, Sidi Touré, annonçant que « 29 projets d'investissements majeurs et 03 réformes les plus importantes sont à réaliser en 2023 ». Par exemple, « le *Projet de Développement de la Filière Porcine permettra de construire et d'équiper le Centre d'Application et de spécialisation dans les métiers du porc, achever la réhabilitation de l'abattoir de Yopougon, construire et équiper 3 infrastructures d'abattage régionales de porcs et installer 40 éleveurs et 120 rôtisseurs* », explique-t-il.

De la viande, mais aussi du poisson. La Côte d'Ivoire est le plus grand importateur de tilapia congelé au monde. Les productions nationales halieutiques, dans le cumul pêche et aquaculture, ne couvrent que 14% des besoins de la population. Du fait de la faible production nationale estimée à moins de 8 000 tonnes par an, la Côte d'Ivoire doit importer massivement du poisson surgelé des pays d'Asie, principalement de la Chine, pour couvrir près de 90% des besoins croissants des populations pour un coût de plus de 450 milliards FCFA. Pourtant, notre pays est riche d'un réseau hydrographique extrêmement dense et puissant : 4 fleuves du Nord au Sud soit 3 400 km de longueur,

150 000 hectares de lagunes, 350 000 hectares de lacs et de bas-fonds, 550 km de façade maritime.

Fort heureusement, il existe des initiatives dans le secteur pour le redynamiser. Par exemple, le PSTACI : le Programme Stratégique de Transformation de l'Aquaculture en Côte d'Ivoire. « *Il a pour objectifs de réduire, non seulement, le chômage des jeunes à travers la formation et la création d'emplois dans le secteur, mais aussi les importations de produits halieutiques en produisant 70% des besoins de consommation de la population estimés à plus de 650 000 tonnes par an* », projette le ministre Sidi Touré.

Que faire ?

En proposant des pistes de solutions, on enfonce par moments des portes déjà ouvertes.

J'ai posé les questions à plusieurs personnes qui s'y connaissent dans le secteur agricole ou dans celui de l'élevage d'animaux et dans la pisciculture. Les lignes qui vont suivre ne sont qu'un résumé de ce que j'ai pu retenir. Ce qu'il faut savoir, c'est qu'il y a quelques initiatives gouvernementales qui existent. Même si, pour l'instant, elles demeurent insuffisantes ou pas encore efficaces à l'échelle des besoins des consommateurs.

La première chose qui apparaît comme une démarche urgente, voire pressante, est le développement de l'agriculture locale. L'idée est d'exploiter le réseau hydrographique dense pour la production alimentaire en mettant en place des programmes agricoles ciblés pour les zones riveraines, en particulier pour le riz, le poisson et l'oignon. Quand on a dit ça, il faut regarder aussi du côté des agriculteurs. Le principal moteur de leur efficacité reste de leur fournir un soutien financier, technique et en termes de formation, pour augmenter la production agricole et améliorer les rendements.

À cela, il faut ajouter une modernisation de l'agriculture. En introduisant des pratiques agricoles modernes, telles que l'utilisation de semences de haute qualité, d'engrais, pour améliorer la productivité des cultures.

L'intégration de nouvelles technologies dans l'agriculture pourrait non seulement améliorer la productivité, mais aussi réduire les impacts environnementaux, économiser des ressources et contribuer à la sécurité alimentaire. Mais, à une condition : que les agriculteurs aient accès à la formation et aux ressources nécessaires pour tirer pleinement parti de ces innovations.

Les experts rencontrés recommandent une diversification de la production. Il s'agit d'encourager la diversification de la production agricole pour réduire la dépendance à un seul produit. Par exemple, promouvoir la production de cultures vivrières autres que le riz et l'oignon.

Au niveau du développement de la pêche et de l'aquaculture, il faut continuer d'investir dans l'expansion de la pêche et de l'aquaculture nationales pour réduire la dépendance aux importations de poisson. Cela inclut la construction de fermes piscicoles, l'amélioration des infrastructures de pêche et le soutien à la filière halieutique.

Si la Côte d'Ivoire veut réduire de façon drastique ses importations, elle doit mettre

en œuvre des mesures pour décourager les importations massives, telles que l'imposition de taxes ou de quotas sur certaines importations, pour encourager la production locale. Mais aussi en faisant la

promotion de la consommation locale. Dans ce sens, il faut sensibiliser la population à l'importance de la consommation de produits locaux et promouvoir le « *manger local* ».

Enfin, certains spécialistes

proposent qu'il y ait un fort investissement dans la recherche agricole pour le développement de variétés de cultures adaptées au climat et aux sols locaux, ce qui peut améliorer les rendements.

La question de la souveraineté (et de la sécurité) alimentaire ne doit pas être simplement une vue de l'esprit. Elle doit trouver son application et son exécution sur le terrain. Pour reprendre les mots du Pr Abdourahaman Sangaré, Directeur du Centre National de Recherche Agronomique (CNRA) : « (...) nous sommes tous d'accord que le potentiel existe, mais tout est une question de politique agricole ». « (...) aujourd'hui, la tendance à laquelle on assiste, c'est que tous les voyants sont au vert. En principe, si on fait ce qu'on a promis de faire, on va y arriver dans 5 ans », rassure-t-il dans une interview en octobre 2023.

“La question de la souveraineté alimentaire ne doit pas être simplement une vue de l'esprit. Elle doit trouver son application et son exécution sur le terrain.”

**Israël Guébo a travaillé comme journaliste pour des médias ivoiriens, panafricains et internationaux. C'est un communicant, expert du numérique, qui a accompagné de nombreuses institutions nationales et internationales dans la structuration, l'optimisation et le déploiement de leur communication. Depuis plus de 20 ans, il est engagé en Côte d'Ivoire en travaillant à la transformation sociale par des formations et des actions citoyennes auprès des populations. Il est écrivain, auteur de 3 livres.*